

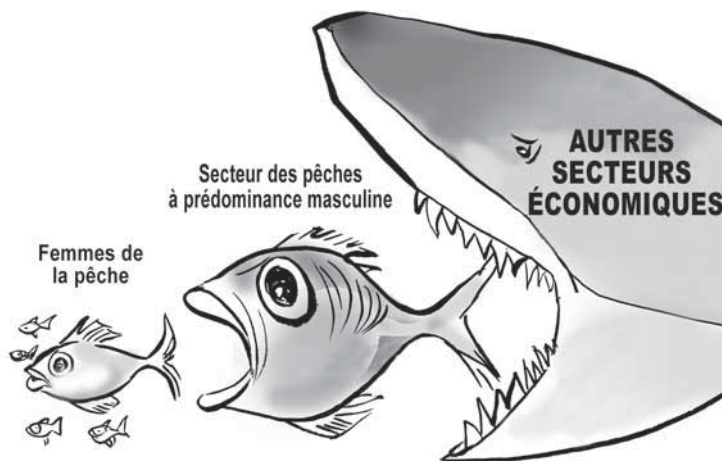
Le chemin à parcourir

Cet article montre comment l'action et la recherche peuvent faire évoluer les politiques des pêches sur les questions de genre

Meryl Williams

(scylla@myjaring.net), spécialiste des pêches, membre de diverses commissions internationales dans le domaine de l'agriculture, des pêches et de l'environnement, actuellement en semi retraite

Des millions de pêcheurs, parmi lesquels beaucoup de femmes, produisent suivant les saisons toutes sortes de poissons. Le commerce du poisson est en plein boom ; l'aquaculture est en pleine croissance ; les cours du poisson étaient à la hausse bien avant le renchérissement des autres produits alimentaires ; la durabilité de la ressource est une question brûlante ; le prix du carburant mange les profits. Et le pouvoir et l'autorité se concentrent entre les mains des grosses entreprises, des gros armements, des pays qui ont des pêcheries bien organisées. A vrai dire, le pouvoir a toujours été détenu par les hommes. Même ainsi la pêche peut céder du terrain face à d'autres secteurs économiques, face aux impératifs du commerce extérieur, du tourisme aquatique et littoral, par exemple.



Les gouvernements et les communautés ont du retard à rattraper en matière de développement des pêches et le rôle et l'apport des femmes sont souvent laissés de côté, sous-estimés et ignorés. Les politiques des pêches et les programmes industriels se préoccupent surtout de production, d'exportation, de prix du carburant. Pourtant, en regardant de plus près les rôles et soucis distinctifs des hommes et des femmes tout au long des circuits d'approvisionnement, on obtient une vision plus nette des problèmes de la pêche et des points d'intervention. Dans la République de Palau, par exemple, l'idée dominante c'est que la pêche est une affaire d'hommes et consiste essentiellement à capturer du thon au large, à faire commerce de poissons vivants de récifs coralliens, à pratiquer la pêche de plaisance. On oublie les femmes qui récoltent le long du rivage et dans les lagunes, qui embarquent même de plus en plus. On oublie qu'il faudrait améliorer les lieux de vente, les marchés,

on oublie l'importance que revêtent les ressources côtières (et leur préservation) pour l'ensemble de la population. Il faudrait aussi d'ailleurs que le thon rapporte un peu plus au pays. En élargissant notre champ de vision, en y incluant les notions de genre, nous pouvons assurément mieux déterminer les points sur lesquels il est nécessaire d'intervenir. Avec une telle approche, l'apport des femmes apparaît clairement.

Parce qu'ils fonctionnent de manière bureaucratique et cloisonnée, les gouvernements nationaux tardent à créer de nouvelles opportunités, à établir des droits et responsabilités avec une répartition plus équitable pour l'ensemble de la filière. Aussi, par leurs informations et les argumentaires qu'ils produisent, les groupes militants doivent-ils stimuler l'attention des dirigeants et attirer leur regard sur ce que font les femmes pour l'approvisionnement en poissons.

C'est seulement depuis une vingtaine d'années qu'un petit mouvement s'est constitué pour rassembler des données sur ce sujet, pour bien cerner l'apport des femmes afin qu'on en tienne compte dans les politiques qui seront mises en œuvre. On trouve là notamment le Collectif international d'appui aux travailleurs de la pêche (ICSF), avec son bulletin *Yemaya*, et les symposia de Asian Fisheries Society (AFS)/World Fish Center. Mais on en est encore aux premiers balbutiements.

Grâce à la recherche et au militantisme, les femmes de la pêche apparaissent donc aux yeux des décideurs, mais les progrès sont lents. Les agences de développement se préoccupent d'améliorer les chances des femmes dans la pêche et les pays, les associations et les chercheurs font des propositions. Au niveau national et international, les programmes des pêches tiennent davantage compte des femmes. En Inde, par exemple, l'Institut central de recherche des pêches maritimes (CMFRI) a mené à bien des projets d'élevage de moules pour les femmes. Dans le cadre de la Commission du Mékong, le réseau Genre et Pêche est membre à part entière du Comité consultatif technique pour les pays du bassin inférieur du Mékong. La Conférence mondiale sur la pêche artisanale organisée par la FAO en octobre 2008 traitera évidemment du rôle des femmes.

Je citerais trois grands obstacles à une meilleure prise en compte de ce thème par les décideurs. Premièrement, des intérêts économiques plus puissants, défendus essentiellement par les hommes, contrôlent globalement le secteur de la pêche. Il reste peu de place pour des intérêts secondaires (ceux des femmes, des membres d'équipages et divers autres travailleurs). Deuxièmement, l'apport des femmes est très diversifié, dynamique, évolutif et pas bien connu. Troisièmement, la pêche est éclipsée par d'autres secteurs économiques et ces femmes disparaissent ainsi sous une double couverture.

Pour vaincre l'obstacle du pouvoir, les militants pourraient aider les femmes en attirant l'attention du public et des décideurs politiques sur l'apport actuel et potentiel des femmes. Ils devraient agir pour que leurs besoins soient pris en compte dans les politiques des pêches et les programmes connexes. Il faudrait alors s'intéresser à la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble.

Pour vaincre l'obstacle du manque d'information, c'est à nous de construire la base de données sur les femmes de la pêche. Le 22 novembre 2007, à Kochi, Inde, 21 spécialistes des questions de genre convenaient que des argumentaires faisant appel aux critères de justice sociale sont plus convaincants lorsqu'ils se fondent sur des données approfondies et quantifiées, en particulier pour ce qui concerne l'apport des femmes. Il faut réaliser de plus amples études sur le travail (rémunéré ou pas) des femmes dans la pêche. Il faut savoir si elles ont des chances égales en matière d'emploi et de promotion dans l'ensemble du secteur, sans oublier le domaine de la recherche !

Dans les écoles de pêche et d'aquaculture, dans les programmes de formation professionnelle, il faudra prévoir une initiation aux notions de genre. Universitaires et services de vulgarisation devraient pouvoir échanger des contenus d'enseignement,

des études de cas sur Genre et Pêche. Actuellement un certain nombre de réalisations vont dans ce sens. Citons la Bibliographie sur les Femmes de la pêche de l'ICSF (<http://wif.icsf.net/icsf2006/jspFiles/wif/bibliography/biblioHome.jsp>) où l'on trouvera des pistes fort utiles.

Les organismes d'action-recherche feraient bien aussi d'ajuster leurs pratiques et de supprimer certains obstacles à l'entrée des femmes. Celles-ci ont parfois du mal à pouvoir bénéficier d'une formation professionnelle en matière de pêche et d'aquaculture tout simplement parce qu'un équipement essentiel manque, un dortoir par exemple. A l'Université agricole de l'Assam, en Inde, une résidence a été construite pour les filles inscrites en licence de sciences de la pêche. Au Bangladesh, CARE a élaboré des programmes d'action positive pour son personnel afin de mieux toucher les femmes des campagnes.

Pour faire sauter l'obstacle de leur manque de visibilité (cachées qu'elles sont sous une double couverture), il importe de les faire participer officiellement aux comités et organismes entrant dans les processus décisionnels du secteur de la pêche, lequel bénéficiera ainsi de nouveaux talents tout en modifiant son image de marque et en acquérant une meilleure assise pour traiter avec les autres secteurs d'activité. ❏

Pour que les besoins des femmes soient pris en compte dans les politiques des pêches et les programmes connexes, il faudrait alors s'intéresser à la chaîne d'approvisionnement dans son ensemble.